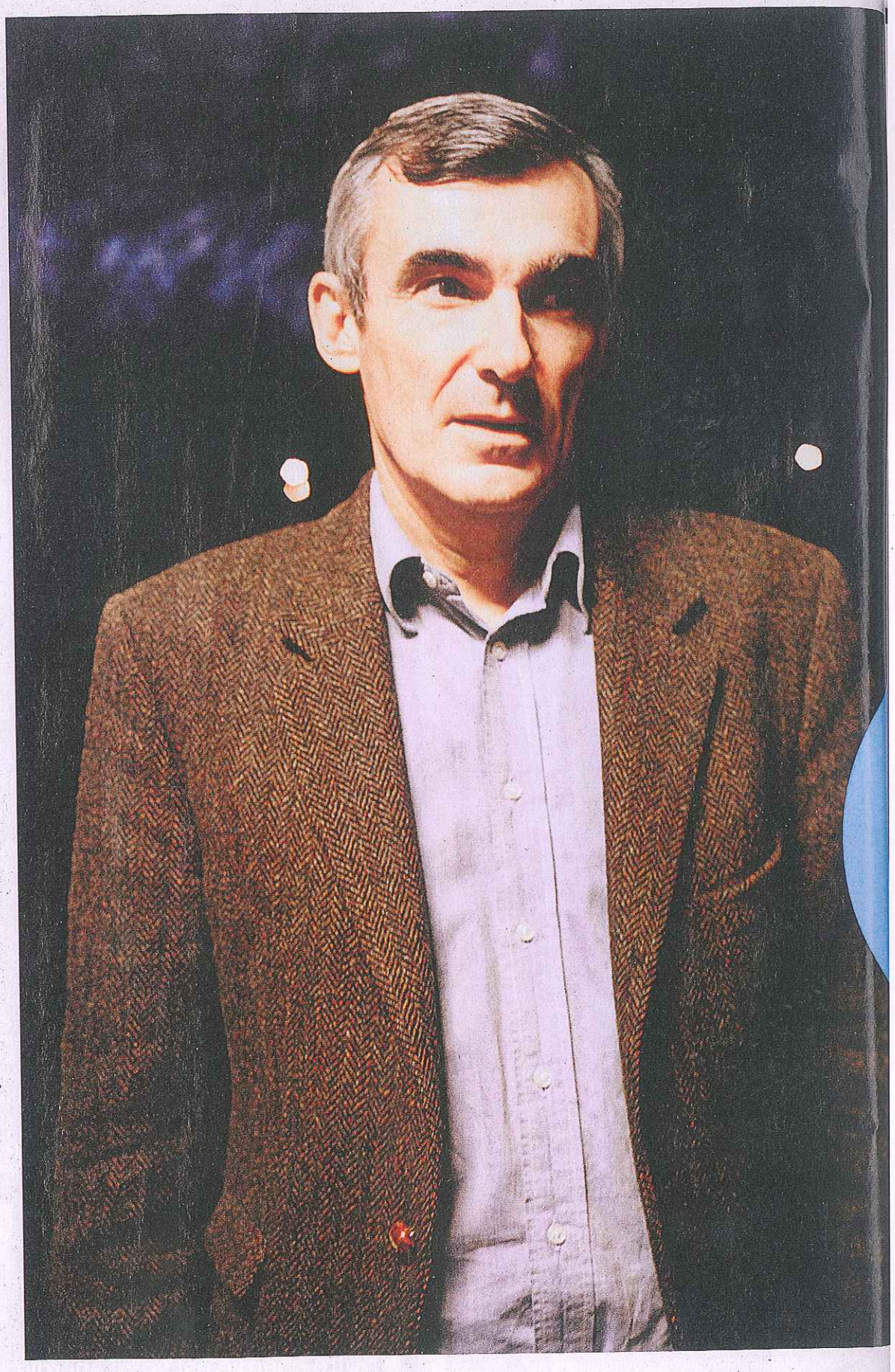
Fragilisés

Ces informations sont tombées coup sur coup. Le 9 novembre, c'était le rapport du Secours catholique sur l'évolution de la pauvreté en France. En 2009, l'association a aidé 1 498 000 personnes, soit 2,1 % de plus qu'en 2008. La part des couples avec enfants a progressé, ainsi que le nombre de jeunes. Le revenu moyen de ces personnes s'élève à 548 euros. Une semaine plus tard, l'Insee publiait son « Portrait social de la France », pointant la montée du chômage des jeunes, la part croissante du logement dans le budget des ménages, le temps partiel de plus en plus subi, le nouveau phénomène de la « pauvreté transitoire » : un Français sur cinq a connu, entre 2004 et 2007, une période de pauvreté. Et le 15 novembre, Dominique Versini, la défenseure des enfants, soulignait qu'en France deux millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté (environ 950 euros par mois). La crise a frappé l'économie, et les plus démunis en payent les conséquences : ce sont eux qui subiront le plus durement la politique de rigueur et la réduction des dépenses sociales. Quelques-uns ont accepté de témoigner de leurs parcours et de leur vie au quotidien. Quant au sociologue Serge Paugam, après avoir décrit la situation, il nous interpelle : et si l'on profitait de la campagne électorale qui s'engage pour débattre collectivement de la société dans laquelle nous voulons vivre ? MICHEL ABESCAT



Serge Paugam

"Aujourd'hui, on retrouve de la compassion envers les pauvres."

Il y a peu, il était de bon ton pour certains de dénoncer "les assistés". Aujourd'hui, chacun voit la pauvreté à sa porte. La précarité se généralise, explique le sociologue.

Qu'est-ce qu'être pauvre aujourd'hui ? Quelles sont les nouvelles figures de la précarité ? Quel regard la société porte-t-elle sur les plus démunis ? Comment ont évolué les politiques d'assistance et de solidarité ? Auteur d'une thèse soutenue en 1988 sur la « disqualification sociale », directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESS, Serge Paugam est l'un des meilleurs spécialistes internationaux dans le domaine de la sociologie de la pauvreté. Il tente de saisir une réalité par nature dynamique et pluridimensionnelle.

La pauvreté est une notion floue. Qu'est-ce qu'être pauvre aujourd'hui ?

La plupart du temps, on commence par me demander "combien ils sont". Comme si donner un chiffre allait soulager l'opinion : au moins, on sait quelque chose. Mais contrairement à ce qu'on imagine, la réponse n'est pas évidente, car la valeur des chiffres est relative. Tout dépend en effet des indicateurs statistiques que l'on choisit. Si l'on place le seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian (celui qui partage en deux la population : la moitié au-dessus de ce revenu, l'autre au-dessous), il y aurait en France 7,8 millions de personnes vivant au-dessous de ce seuil (environ 950 euros par mois). Mais si l'on choisit de fixer le seuil à 50 % du revenu médian, le nombre de pauvres tombe à 4,2 millions. Rien ne permet vraiment de dire quel est le seuil le plus pertinent. Ces chiffres sont utiles pour établir des comparaisons entre pays ou régions, mais il faut savoir qu'ils sont une mesure par définition imparfaite qui relève avant tout d'une convention établie par des instances de production statistique, l'Insee, par exemple.

Comment le sociologue aborde-t-il alors cette question ?

Sa démarche est différente. Il va tenter d'analyser cette catégorie sociale et ses relations avec le reste de la société, en répondant à la question posée dès 1907 par le sociologue allemand Georg Simmel : qu'est-ce qui fait qu'un pauvre est pauvre et rien que pauvre ? Qui sont ces personnes que l'on ne peut définir par aucun autre statut social ? Et il existe effectivement dans notre société des franges nombreuses de la population que l'on ne peut plus définir autrement. Le phénomène de la « nouvelle pauvreté », que l'on a découvert au milieu des années 1980, et qui était en grande partie lié au chômage de longue durée, concernait justement ces nouvelles populations qui s'adressaient aux services d'action sociale car elles ne pouvaient plus assumer les charges ordinaires de la vie quotidienne. C'est un phénomène massif que j'ai étudié dans *La Disqualification sociale*, titre de ma thèse, soutenue en 1988. Depuis, nous sommes dans cette configuration d'une pauvreté qui s'est développée à la périphérie de la société salariale. ☛

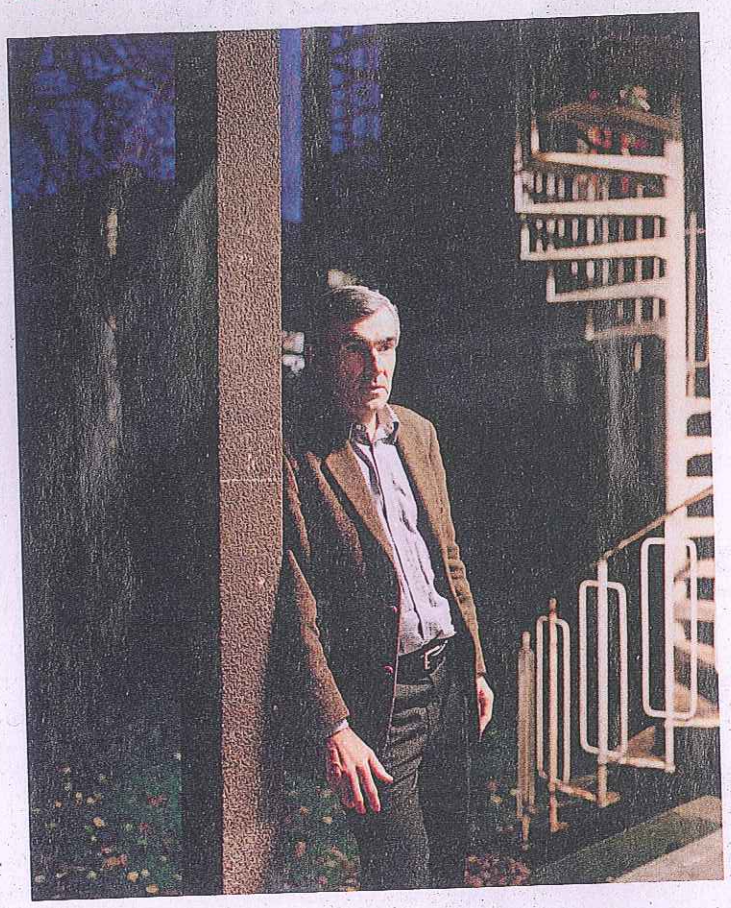
LA CRISE
Crise économique et sociale. De quoi s'agit-il ? Quelles en sont les conséquences ? Comment en sortir ? Au fil des semaines, *Télérama* propose une série d'enquêtes, de reportages et d'analyses pour tenter de comprendre.

Le sentiment d'un accroissement de la pauvreté est aujourd'hui répandu. Est-ce une réalité ?
Les chiffres que je citais en commençant sont stables depuis 2004. Mais ces éléments objectifs ne suffisent pas pour comprendre la réalité. Depuis les années 1980, le chômage de masse s'est développé, mais aussi la flexibilité de la main-d'œuvre et du marché du travail, qui ont contribué à créer des statuts intermédiaires entre l'emploi et l'assistance. De nombreuses personnes sont aujourd'hui dans un régime qui n'est plus véritablement celui de l'emploi, elles passent d'un travail précaire à un autre, souvent en alternance avec des périodes de chômage ; elles sont en situation objective de pauvreté. Mais ce qu'il faut surtout retenir, c'est qu'une même personne, du fait de ces fluctuations professionnelles, peut se trouver tantôt au-dessus, tantôt au-dessous du seuil de pauvreté, dans un mouvement constant de balancier. Et ce flottement concerne aujourd'hui un grand nombre de gens. Ces personnes qui ont des épisodes de pauvreté relativement réguliers échappent à la mesure statistique. C'est le cas de tous ceux qui sont en situation de précarité professionnelle, qui vont avoir des difficultés avec le système bancaire, sans aide financière sinon à des taux de prêt extrêmement désavantageux, qui se trouvent parfois en grande détresse psychologique provoquée par la fragilité et l'instabilité de leur situation. On peut avoir un petit revenu et n'être jamais en mesure de faire face au quotidien, alors que, statistiquement, on n'est pas considéré comme pauvre. Voilà l'origine du malaise actuel face aux approches statiques et unidimensionnelles de la pauvreté. La statistique a du mal à appréhender les processus de va-et-vient, les oscillations. Et la réalité de la pauvreté aujourd'hui, c'est justement l'instabilité.

"Aujourd'hui, être femme, être dans le monde du travail dans une situation précaire et avoir des enfants, c'est pratiquement mission impossible pour s'en sortir véritablement."

La pauvreté, ce n'est pas seulement une question d'argent...
Bien sûr que non, au départ ce n'est pas cela qui est en jeu. Le manque d'argent est presque toujours la conséquence d'une dégradation survenue dans la vie professionnelle mais aussi personnelle ou sociale. Il faut prendre en compte ces ruptures dans la trajectoire d'un individu. Un divorce, une séparation peuvent avoir des effets non négligeables : sur le niveau de vie, le travail, la santé, la vie relationnelle. Et ces ruptures, qu'elles soient professionnelles, conjugales, familiales, sociales, vont souvent se cumuler. C'est pourquoi l'insuffisance de revenu n'est qu'un élément d'un ensemble.
La pauvreté touche-t-elle de nouvelles catégories de population ? Les associations pointent le retour des personnes âgées...
Jusqu'aux années 1960, la pauvreté touchait essentiellement les ménages de retraités. Il s'agissait de la population entrée sur le marché avant la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire avant la mise en place d'un système généralisé de retraite. La situation s'est ensuite considérablement améliorée, les gens avaient cotisé régulièrement et bénéficiaient de pensions satisfaisantes. Aujourd'hui, on commence à voir arriver des personnes dont la vie active a été heurtée, marquée par des périodes de précarité, voire de chômage, et dont le montant de la retraite est insuffisant pour vivre normalement. Ce phénomène risque de s'amplifier : des gens, de plus en plus nombreux, qui sont entrés sur le marché du travail il y a quinze ou vingt ans n'ont connu que la précarité. Quelle sera leur retraite ? Quelle sera leur vie après le travail ? Pourront-ils vivre décemment ou devront-ils cumuler leur pension avec de petits boulots ? On voit aujourd'hui de plus en plus de retraités qui vont distribuer des journaux...
Qu'en est-il des jeunes ?
Leur situation ne s'améliore pas. Depuis les années 1980, ils sont touchés de plein fouet par la dégradation de la société salariale. La quasi-totalité des emplois qui leur sont proposés passent par une phase de contrats précaires, au cours de laquelle ils doivent faire leurs preuves avant d'espérer un CDI. L'angoisse, évidemment, c'est d'être maintenu durablement dans la précarité, et cela vaut aussi pour les diplômés de l'université. Il n'est pas rare aujourd'hui d'atteindre 30, voire 35 ans sans avoir décroché le moindre emploi stable. Ces personnes ne sont pas forcément en situation de pauvreté, mais elles passent par des phases difficiles, démunies, endettées, durant lesquelles elles ne peuvent pas faire face au quotidien et sont contraintes de faire appel temporairement aux services d'action sociale ou à la famille, quand c'est possible. Cette précarité durable touche maintenant les classes moyennes.
Les femmes ne sont-elles pas aussi parmi les premières victimes de la dégradation de la société salariale ?
Elles sont les premières touchées par la flexibilité du travail et le phénomène des « travailleurs pauvres ». Elles cumulent les difficultés, en particulier quand elles ont, seules, la charge des enfants, qui leur revient beaucoup plus systématiquement qu'aux hommes en cas de séparation. Le temps partiel imposé, les horaires irréguliers, dans la grande distribution par exemple, c'est le cas des caissières de supermarchés, les obligent à des exercices complètement fous. Elles s'épuisent à travailler pour de maigres salaires et à être présentes en tant que mères auprès de leurs enfants. Aujourd'hui, être femme, être dans le monde du travail dans une situation précaire et avoir des enfants, c'est pratiquement mission impossible pour s'en sortir véritablement.
Tout cela n'engendre-t-il pas cette peur du déclassement de plus en plus partagée ?
Le mot « déclassement » n'est pas vraiment approprié. Sait-on vraiment aujourd'hui à quelle « classe » on appartient ? Dans le monde tel que nous l'avons décrit, l'appartenance à un corps institué, donnant un statut social clair, n'est pas très lisible. Il s'agit plutôt d'une peur de la disqualification sociale, la crainte de perdre deux dimensions fondamentales du lien social : la protection et la reconnaissance. Avec la précarité, tombent les statuts des salariés protégés par leurs régimes sociaux. Et tombe aussi la reconnaissance d'une certaine valeur dans la société, d'une utilité sociale. Cette double perte est terrifiante car elle touche aux fondements de l'existence humaine. En perdant ma protection et ma valeur, je n'existe plus. Cette peur explique sans doute les résultats constants des sondages qui demandent aux Français s'ils craignent de devenir eux-mêmes exclus et qui répondent oui à 50 % !
Quelle est aujourd'hui l'évolution du regard sur la pauvreté et l'assistance ?
C'est peut-être une des plus grandes surprises de mon travail de chercheur au cours des dernières années. De voir à quel point la ☛

A lire
De Serge Paugam :
La Disqualification sociale, PUF, coll. Quadrige, 256 p., 14 €.
Le Salarié de la précarité, PUF, coll. Quadrige, 438 p., 19 €.
La Régulation des pauvres (avec Nicolas Duvoux), PUF, coll. Quadrige, 114 p., 10 €.



"Des gens, de plus en plus nombreux, qui sont entrés sur le marché du travail il y a quinze ou vingt ans n'ont connu que la précarité. Quelle sera leur retraite ? Quelle sera leur vie après le travail ?"

La perception de la pauvreté peut changer rapidement. Pour tout vous dire, dans les années 1990, dans les colloques internationaux, je défendais devant mes collègues britanniques qu'en France, par rapport à l'Angleterre de Mme Thatcher, nous savions être solidaires à l'égard des pauvres, que notre attitude était évidemment compatissante. En 1988, quand fut institué le revenu minimum d'insertion, neuf Français sur dix étaient favorables à cette loi qui impliquait des dépenses publiques importantes. L'insertion était considérée comme un impératif national, nous avions collectivement une dette à l'égard des plus défavorisés, victimes de l'injustice sociale. Je n'imaginais pas qu'il s'agissait en fait d'un moment particulier de notre histoire et que cette unanimité pouvait se retourner. Et c'est pourtant ce qui s'est passé ! Dans les années 1990, la pauvreté est couramment expliquée par l'injustice. Au début des années 2000, c'est la paresse qui devient l'explication : les pauvres sont les premiers responsables de leur situation ! Des études – dont une que j'ai menée – ont montré que ces revirements sont liés à la conjoncture économique, les cycles de la perception de la pauvreté étant proches des cycles du chômage : quand celui-ci décline, les jugements sont beaucoup plus sévères, beaucoup moins compatissants. Qu'entendait-on au début des années 2000 – alors que la situation de l'emploi s'était nettement améliorée à partir de 1998 ? Comment se fait-il qu'il y ait des emplois qui ne trouvent pas preneurs ? On ne trouve pas de main-d'œuvre alors qu'il y a plein de chômeurs ! Ils ne font aucun effort, ils préfèrent rester chez eux plutôt que travailler ! Au moment de l'élection présidentielle de 2007, je me souviens d'un quotidien qui titrait sur *« La France assistée »*...

La campagne a été très violente à cet égard. On stigmatisait aussi les « fraudeurs ».

Les fraudeurs ! Quand je voyais les reportages sur ce thème à la télévision pendant qu'un candidat exaltait la France qui se lève tôt ! C'était une manière de faire croire que la majorité des « assistés » sont des fraudeurs et des paresseux. Il n'en est rien, évidemment. Aujourd'hui, avec la crise et la remontée du chômage, ce discours serait impossible. On retrouve de la compassion envers les pauvres. Et je ne serai pas étonné que le candidat qui va représenter la majorité actuelle en 2012 développe un programme aux accents sociaux très prononcés.

Pendant cette période, on est passé du RMI au RSA, revenu de solidarité active. Que traduit ce changement ?

Il s'agit d'une inflexion très marquante de la conception de l'insertion. Je ne voudrais pas idéaliser l'époque du RMI, mais l'insertion avait alors pour objectif d'assurer aux plus pauvres un minimum de participation à la vie sociale à la périphérie du marché de l'emploi, de les aider à trouver une place dans la société, la vie économique, associative. Il existait toute une palette de mesures mises en place dans les départements pour les accompagner et leur permettre, à terme, de rejoindre l'emploi en cherchant, de manière volontariste – en les aidant par exemple à passer le permis de conduire –, à renforcer leurs capacités. Avec le RSA, dont la nouveauté est d'instituer un complément de revenu pour les travailleurs pauvres, on passe de l'accompagnement à l'incitation à sortir du chômage. Rien que cette idée d'un mécanisme incitatif montre que l'on considère que les chômeurs ne sont pas suffisamment mobilisés dans la recherche d'un emploi. On peut admettre le principe, inciter les gens à sortir de l'assistance n'est pas a priori une mauvaise chose. Mais il est nécessaire aussi de s'interroger sur ses effets potentiels. J'ai fait partie de la commission mise en place par Martin Hirsch, en 2005, mais j'étais en désaccord sur cette mesure, celle malheureusement qui a été mise en avant, en 2007, quand il est devenu haut-commissaire. Sans doute était-ce celle qui s'inscrivait le mieux dans l'esprit de l'époque. Il me semble qu'avec le RSA on risque de mettre en place un régime de travailleur pauvre assisté. Et de faire passer pour de la solidarité ce qui, dans la réalité, est avant tout une variable d'ajustement économique. Pour bénéficier du RSA, les plus démunis sont poussés à accepter des emplois peu attrayants en termes de salaire et de conditions de travail. Avec le risque de ne jamais réussir à en sortir. On institutionnalise ainsi le « précariat », c'est-à-dire une sorte de sous-salariat.

On peut espérer, disiez-vous, que ces questions s'invitent en force dans la prochaine campagne électorale...

Je le souhaite. Ce serait l'occasion de débattre de la société dans laquelle nous voulons vivre, de ce qui nous unit, de ce que nous voulons en termes de contrat social entre Français. Nous avons bien vu, à l'occasion de la loi sur les retraites, qu'il y avait un manque de réflexion collective sur le fond, et par conséquent un immense malaise. L'élection présidentielle est un moment un peu solennel de notre vie démocratique que nous pourrions saisir ■

PROPOS RECUEILLIS PAR **MICHEL ABESCAT**

PHOTOS : **JÉRÔME BRÉZILLON** POUR TÉLÉRAMA